

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

CORRUPTION DES ÉLUS

Il est temps de faire changer les choses

Les mauvaises pratiques des élus sont légion. Aller plus loin dans le cumul des mandats et des fonctions, interdire aux politiques de se présenter à des élections s'ils ont un casier judiciaire : il est temps de prendre de bonnes mesures pour contrer la corruption qui sévit dans les wilayas et les communes.

Trafic d'influence, de favoritisme, de corruption. L'opinion est écoeurée par les scandales successifs, le triste apanage d'un trop grand nombre d'élus. Malgré un véritable arsenal législatif, les politiques qui se laissent dépasser par leurs fonctions sont encore peu nombreux à être entraînés en justice. Les auteurs de faits de corruption les plus sophistiqués appartiennent généralement à une élite administrative ou politique, qui dispose du pouvoir et de l'entregent permettant de freiner, voire d'éviter la divulgation de ces actes, et donc leur sanction.

Il n'y a souvent ni dépôt de plainte ni victime clairement identifiée. Et à cause du profil même des personnes mises en cause, des «jeux d'influence» et des «rapports de force», on s'oriente inexorablement vers un étouffement des agissements. «Marre de cette justice à deux vitesses !» pourrait-on dire en langage de tous les jours. Si les scandales émaillent la scène nationale, la très grande majorité des condamnations pour des faits de corruption et d'atteintes à la probité se passent dans les APC et les APW.

Pas d'élection sans casier judiciaire vierge

Tous les candidats à un concours de la Fonction publique doivent présenter un casier judiciaire vierge (extrait B2, qui concerne les crimes et les délits). Pourquoi n'en serait-il pas de même pour les candidats à un mandat local ? Au moins, au mini-

mum, pour les maires et leurs adjoints. Le cumul des mandats «peut conduire à la constitution de fiefs électoraux quasi inexpugnables», expliquent les services de la chancellerie.

Emplois du temps surchargés, pas de connaissance approfondie des dossiers, dégradation des services... Pour lutter contre la corruption des élus, on pourrait même aller encore plus loin : les situations de corruption les plus graves et les plus fréquentes résultent du tissage au fil du temps de relations étroites souvent ambiguës entre décideurs politiques et économiques. La solution ? Limiter à deux, maximum, le nombre de mandats successifs.

Déclaration de patrimoine pour tout le monde

La loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption du 20 février 2006 oblige les parlementaires, les ministres, les maires à publier la situation patrimoniale et leur déclaration d'intérêts. Problème : cette loi n'est pas appliquée. De nombreux cas d'atteinte à la probité et d'enrichissement personnel surviennent chez des élus d'un grand nombre de communes.

Mise en place d'un statut protecteur pour les fonctionnaires des APC et APW

Dans les mairies et les collectivités locales, les directeurs généraux et les chefs de service assument de plus en plus de tâches, gèrent les services, préparent les décisions et les délibérations. Ils



prennent parfois, à la place des élus, un poids considérable dans le processus décisionnel.

S'ils ont un pouvoir grandissant, les directeurs généraux ne peuvent pas pour autant s'opposer aux maires ou refuser des ordres à la légalité douteuse.

C'est pourquoi il serait opportun d'instituer une «délégation de direction générale», qui encadrerait le champ de compétences et les responsabilités des DG.

Multiplier les réunions des APC et améliorer la traçabilité

De nombreuses décisions sont prises en commission, en comité et en bureau, avant même la tenue de l'Assemblée populaire communale. Il faut un meilleur contrôle des exécutifs locaux, pour permettre un vrai débat démocratique sur les dossiers inscrits à l'ordre du jour. Exemple de proposition : fixer à une fois tous les deux mois la fréquence de réunion de l'APC dans les communes de plus de

10 000 habitants. Surtout, les décisions prises lors des bureaux et des comités doivent être traçables. Il est même recommandé la rédaction et la publication d'un procès-verbal ou compte-rendu après chaque réunion et est nécessaire que tous les élus aient accès en temps utile aux documents relatifs aux marchés publics.

De quoi rompre avec l'opacité qui règne dans les mairies. Une charte de déontologie des élus

s'impose : cela semble être une évidence. Les collectivités doivent se doter d'une charte, qui détaille des exemples concrets de situations à risque, et qui donne les principaux signaux d'alerte du conflit d'intérêts.

Il faut prévoir des sanctions en cas de transgression. En clair : pas question que la charte ne soit qu'un «outil-alibi» de communication des élus.

Djilali Hadjadj

Petite corruption généralisée dans les communes

Dans les wilayas, daïras et communes, la petite corruption est devenue systématique, dopée par l'argent qui coule à flots : c'est-à-dire qu'elle est la règle et non l'exception ; elle est banalisée.

Aucune wilaya, aucune commune n'y échappe. La petite corruption constitue la négation même de l'Etat dans la seule finalité qui puisse le légitimer, c'est-à-dire la recherche de l'intérêt public. Elle vide les politiques publiques de leur contenu et mine le fonctionnement des services publics les plus indispensables à la vie quotidienne. Le plus souvent, ces pratiques s'inscrivent dans une stratégie de recherche d'un enrichissement rapide. Il faut profiter au plus vite et au maximum de l'assignation à un mandat électif «juteux» dans une APC, puisqu'il s'agit d'un poste souvent éphémère (l'obtention d'un 2^e mandat successif est plutôt rare).

Tous les moyens sont alors bons pour accumuler le plus rapidement possible. Un critère pour apprécier le niveau de corruption dans une wilaya ou une commune est celui du niveau de développement et de l'état d'avancement des projets et des chantiers : quand il y a beaucoup de corruption, la wilaya et ses communes ne sont pas du tout gérées, il y a trop de retard, trop de laisser-aller, et le mécontentement populaire est à son maximum.

D. H.

Un Code communal peu respecté

Le Code communal en vigueur traite des situations des élus indélégats et des mesures à prendre, au moins à travers deux de ses articles, mais ces dispositions sont très peu appliquées.

Art. 43. L'élus faisant l'objet de poursuites judiciaires pour crime ou délit en rapport avec les deniers publics ou pour atteinte à l'honneur ou ayant fait l'objet de mesures judiciaires ne lui permettant pas de poursuivre valablement l'exercice de son mandat électif, est suspendu par arrêté du wali, jusqu'à l'intervention de la décision définitive de la juridiction compétente. En cas de jugement définitif l'innocentant, l'élus reprend automatiquement et immédiatement l'exercice de son activité électorale.

Art. 44. Le membre d'une assemblée populaire communale ayant fait l'objet d'une condamnation pénale définitive pour les motifs cités à l'article 43 ci-dessus est exclu de plein droit de l'assemblée. Le wali constate cette exclusion par arrêté.

D. H.

CADEAUX AUX MINISTRES FINANCÉS AVEC L'ARGENT DU CONTRIBUABLE

Une pratique à bannir

La «tradition» dans les voyages officiels des ministres dans les wilayas, voyages à la dénomination pompeuse «d'inspection et de travail» a toujours été respectée : le ministre vient s'enquérir de la situation de son secteur, faire l'état des lieux des chantiers en cours, inaugurer des structures achevées, donner le feu vert au lancement de nouvelles réalisations et annoncer d'autres projets pour les années à venir qui contribueraient à améliorer les conditions de vie des citoyens de la région et à dynamiser le développement local.

C'est ce que nous entendons et voyons à longueur de journée, notamment dans les journaux d'information des médias gouvernementaux. Par contre, ce que la plupart des gens ne savent pas, c'est que certains ministres utili-

sent ces voyages officiels pour gérer des intérêts privés, notamment pour acquérir des biens de toutes sortes ou bénéficier d'avantages particuliers, pour eux et pour leurs proches, d'autant plus que ces «affaires» se gèrent dans le plus grand secret, à l'abri des caméras et des journalistes.

La loi et l'avantage indu

Est-ce que ces «avantages» ou «cadeaux» consistants, obtenus par un «agent public» lors d'un voyage officiel, tombent sous le coup de la loi du 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption ? La loi en question pénalise la concussion, l'article 30 précise que «tout agent public qui sollicite, reçoit, exige ou ordonne de percevoir, ce qu'il sait ne pas être dû, ou excéder ce qui

est dû, soit à lui-même, soit à l'administration, soit aux parties pour lesquelles il perçoit» ; l'abus de fonctions, l'article 33 : «Le fait, pour un agent public, d'abuser intentionnellement de ses fonctions ou de son poste en accomplissant ou en s'abstenant d'accomplir, dans l'exercice de ses fonctions, un acte en violation des lois et des règlements afin d'obtenir un avantage indu pour lui-même ou pour une autre personne ou entité.» Ou l'obtention de cadeaux, l'article 38 : «Le fait par un agent public d'accepter d'une personne un cadeau ou tout avantage indu susceptible de pouvoir influencer le traitement d'une procédure ou d'une transaction liée à ses fonctions. Le donateur est puni des mêmes peines visées à l'alinéa précédent.»

D. H.